



Compte rendu
AG NATIONALE
samedi 24 janvier 2009
INSA de Lyon
119 personnes + Mairie Villeurbanne + FCPE



1- Présentation AG et déroulement de la journée

Constat :

La lutte dans l'éducation a démarré dès juin 2008. La journée de grève du 20 novembre fut un temps fort qui n'a pas décliné. De nombreux collectifs se sont mis en place avec grèves, manif parents enseignants, blocages, nuits des écoles, pétitions ...

Il manque une coordination par rapport à toutes ces initiatives. Nous avons des échos locaux mais de rares échos dans les médias nationaux. Seul le Ministre a la parole.

Idée de cette journée : Fédérer ces initiatives et assurer une visibilité nationale.

Ordre du jour :

- **Prise de paroles : état de la mobilisation, attentes et souhaits par département**
- **Débats sur les perspectives**
- **Synthèse et décisions**
- **Conférence de presse**

2- Prises de paroles

Mairie de Villeurbanne : Samba GUEYE, Adjoint éducation à la ville de Villeurbanne (cf discours plus bas)
Soutien du Maire et de la mairie de Villeurbanne.

Faire des économies sur le dos des élèves. Nous ne sommes pas associés aux réformes. Tout nous est imposé : le SMA, la création des EPEP, la disparition des RASED, la création des jardins d'éveil. Disparition de l'école primaire des enfants déficients visuels.

En un mot : cela traduit un mode de gouvernance brutale, sans concertation avec des partenaires naturels (communes et enseignants) qui entraîne le démantèlement des acquis dont l'École fait partie.

FCPE (300 000 adhérents) François GAUTHIER, Secrétaire général adjoint de la FCPE du Rhône)

La FCPE porte cette contestation, elle soutient toutes les actions. Engagement dans la coéducation parents enseignants. Le ministre nie les droits des parents d'élèves. L'éducation nationale est un bien commun. La FCPE appelle aux manifestations, aux occupations d'écoles, aux débats dans le respect des personnes et de la loi... et refuse la suppression de l'école maternelle, la réforme du lycée, la réforme de l'enseignement professionnel, la création des EPEP, la suppression des postes, les attaques que subissent l'école et les associations d'éducation populaire. Les parents d'élèves souhaitent des réformes pour améliorer l'école mais pas les réformes en cours. La FCPE appelle à la manifestation du 29 janvier.

Les désobéisseurs : Jean Marc HOSTACHY

Il existe 4 groupes :

- les collègues qui appliquent les réformes
- les arrangeurs pour qui les réformes ne sont pas pas bonnes

- les résistants qui s'opposent et sont structurés
- les désobéisseurs : individuel ou collectif qui envoient une lettre à l'IA ou à l'IEN.

Il y a 1800 désobéisseurs en France sur 30 départements.

Passer de la résistance à la désobéissance. Seuls ceux qui désobéissent sont sanctionnés.

« L'union fait la force » : plus les désobéisseurs seront nombreux et plus le risque de sanctions se réduira et plus les choses bougeront.

27 Départements ont décidé de s'impliquer (11 étaient présents et 16 ont envoyé leur contribution à l'AG)

01 Ambérieux, Hauteville et Bourg en Bresse

Il existe 4 collectifs : celui d'Ambérieux, celui d'Hauteville et ceux de Bourg en Bresse (l'un réunit parents, lycéens et enseignants, l'autre regroupe les directeurs).

Ils ont entrepris de nombreuses actions: tractage, occupation d'école, blocage de péage, réveillon revendicatif, banderoles...

Ils refusent les évaluations CM2.

Ils vont continuer le travail d'info et nourrir la dimension inter catégorielle.

2B Depuis la lettre d'une désobéisseuse, des collectifs (composés d'enseignants isolés, d'écoles et de parents) commencent à s'organiser : contre base élève et contre les évaluations CM2. STC (Syndicat Travailleurs Corses) est le seul syndicat à refuser les évaluations.

13 Il manque une coordination départementale à Marseille. Liste de diffusion (250 personnes).

Parmi les 157 désobéisseurs, 25 seront sanctionnés sur février. Le SNUIPP ne soutient pas les désobéisseurs que leur « résistance » dérange.

Les inspecteurs font pression sur les enseignants.

Difficulté d'avoir l'appui des parents en ZEP qui ne comprennent pas la suspension de l'aide personnalisée. Par contre ils sont mobilisés pour la maternelle.

34 Nuits des écoles dans 130 écoles. 384 lettres de désobéisseurs à l'IA (refus AP, stages remise à niveau, programmes, base élèves, déclaration grève) et un nouveau dépôt prévu le 29/01. 53 écoles bloquent les évaluations (SUD et la CNT appellent au boycott des évaluations), s'en est suivi une répression policière pour contrôler les écoles.

Beaucoup d'actions et de parents impliqués. De nombreuses AG de secteurs ; mais pas encore de structuration des listes et des actions.

38 Pas d'AG . Il existe un collectif de résistance à base élèves. 170 directeurs en France ont signé contre base élèves. 1 directeur est relevé de sa fonction, il passe en commission disciplinaire le 03/02. Un rassemblement de soutien a lieu le 29/01 à 13h devant l'Inspection Académique de l'Isère.

42 Mise en place d'un collectif, 30 instituteurs sont désobéisseurs ainsi que tous les membres des RASED (76 collègues). 100 collègues gèlent les évaluations malgré une pression de l'inspection qui a tenté d'établir un rapport de conformité des évaluations par rapport aux nouveaux programmes.

Souhait de fédérer les départements désobéisseurs.

45 Collectif départemental inter-catégoriel (FCPE, parents, enseignants, étudiants, lycéens, écoles FSU, SUD éducation ...). Refus des évaluations ou blocage des résultats mais pas de désobéisseurs.

Le 29/01 : débat : « Vers quelle société allons nous ? »

68 Collectif RASED. 180 collègues ont signé le manifeste de désobéissance.

Réunion publique pour faire signer le manifeste.

Nuit des écoles.

75 En mai 2008, grève reconductible avec occupation d'école. Occupation de l' IA. Nuit des écoles.

La FCPE a soutenu les actions. Plate-forme de désobéissance pour ne pas appliquer les nouveaux programmes, les stages de remise à niveau, l' AP et les évals. 276 lettres de désobéissance ont été déposées.

AG départementale après 29 janvier pour grève d'ampleur.

93 Des lettres de désobéissance viennent d'être déposées à l'IA.

Des enseignants se sont mis en grève la semaine de passation des évaluations de CM2.

85 Collectif parents/enseignants et collectif RASED. 35 désobéisseurs au début et 285 sur liste SNUIPP (suspension de l'AP.) . Sanctions reportées. Certains enseignants ont refusé de faire passer les évals.

Les parents d'élèves ont été reçus par l'I.A.

44 (représenté par le 85). 358 désobéisseurs sur Nantes et 160 sur St Nazaire.

Négociation avec l'IA sur AP et mise en place de sanctions lorsque les instits ne sont pas devant les élèves. Création collectif départemental.

69 Synthèse des différents collectifs du Rhône. Mobilisation forte le 20/11, grève départementale le 9/12, manifestation avec les parents le 10/12, nuits des écoles, soirées de défense de l'école publique et soirées-débats avec invités (P. Meirieu), tracts, banderoles, boycott de l'AP par 114 écoles (+15 % des écoles du Rhône), boycott des évals CM2 dans certains secteurs, 86 écoles bloquées par les parents le 23/01. AG Départementale : 17 secteurs mobilisés. Signatures de désobéissance à venir par paquet de 100.

Parents d'élèves de Villeurbanne : pétition de soutien aux désobéisseurs et ne pas mettre les enfants à l'école même si les instits ne sont pas en grève le 29.

IUFM de Lyon : la délégation est mandatée par le collectif (enseignants, étudiants et stagiaires.)

Les IUFM seront supprimés. La formation aura lieu à l'Université.

Plusieurs AG, réunion tous les mercredis à 12h, manifs, tracts, banderoles, lutte contre la mastérisation.

29/01 appel à la manif et éventuel blocage de l'IUFM.

03/02 nuit des IUFM.

Apporte leur soutien aux désobéisseurs et aux RASED.

Quelle type de formation est prévue ?

Disparition de la formation des maîtres et des fonctionnaires stagiaires (18000). A l'issue des 5 ans ils seront titularisés à plein temps sans formation pédagogique. Les étudiants pourront faire des stages.

Plus de formation RASED donc les RASED vont disparaître.

Collectif des listes complémentaires LYON (247 personnes) le Rectorat ne l'utilise pas. 95 ont été appelés alors que les besoins en remplaçants ne sont pas satisfaits. Réunions tous les lundis. Manif tous les mercredis 14h devant le Rectorat. Harcèlement téléphonique au Rectorat.

Manifestation et projection d'un film devant le Rectorat le 28/01.

Collectifs non représentés qui ont envoyé leur contribution :

03- collectif RASED

04- collectif (250 inscrits) rejet décrets Darcos, refus base élèves et EPEP

06- en structuration

12- collectifs (dont 1 contre base élèves, refus des évaluations), réunion de secteurs, mobilisation le 06/02 contre la formation à l'utilisation de Base Elèves

16- collectif, se concentre sur EPEP le 24/01

17- 5 collectifs + collectif départemental, réunion information-débat le 30/01

26- manif, lettre ouverte au ministre, nuit des écoles, tractage sur les marchés.

CMPP de Romans en grève le 29/01

33- collectif, 230 lettres de refus, débats publics co-organisés par les parents et les syndicats

56- collectif RASED, pas de refus des 60H, pas de désobéisseurs, pas de mobilisation à l'IUFM, pas de refus des stages de remise à niveau. Forte pression de l'inspection (convocations, sanctions)

62- collectifs parents et enseignants, un collectif RASED

67- collectif Sauvons l'Ecole Pour Tous : information locale + médiatisation, liste de diffusion des mails de collectifs

76- 160 désobéisseurs, des difficultés à obtenir le soutien des parents

78- appel à la grève du 29/01 et à une mobilisation dans la durée

84- collectif, lettres de désobéissance se mettent en place grâce à l'action de SUD. Soutien des parents. Pas de remontée des évaluations dans certains secteurs

91- Collectif de 80 personnes citoyennes (volonté de neutralité politique et syndicale)

Synthèse des demandes et revendications

Donner une lisibilité nationale et médiatisation

Soutien des parents d'élèves FCPE de toutes les actions

Appel à la grève et à la manifestaion du 29 janvier

Participer au temps fort du 29 janvier en temps que collectif

Elargir à toute l'Education Nationale

Elargir aux autres services publics

Question de l'articulation collectifs et organisations syndicales nationales

Avant toutes négociations, exiger la levée des sanctions

Retour d'informations aux autres départements et FCPE

Recherche d'informations et d'idées d'actions

Mise en place et demande une plate forme revendicative

Nouvelle AG avec plus de mandats, visio-conférence

Mise en place d'une liste de diffusion nationale par internet

Mise en place d'un site

Soutien aux désobéisseurs

Soutien aux différentes actions

Grenelle de l'éducation

Etats Généraux de l'éducation

Journée nationale d'occupation des écoles par les parents

Dépasser les mots d'ordre syndicaux

3- Débats sur les perspectives proposées

- PARIS -Les différents modes d'action peuvent occulter la grève. La coordination doit réaffirmer l'importance de la grève.
- LOIRE : La grève et les autres actions ne sont pas antinomiques, mais aujourd'hui, dans l'éducation, la grève est difficile à percevoir (comprise) par les parents, elle ne sera pas vraiment suivie par la suite.
- HERAULT : La poursuite de la mobilisation : La désobéissance c'est bien , mais on ne pourra pas passer. Pour gagner, il faut une grève longue.
- Nuit des écoles : demande d'une nuit, dans toutes les écoles . Proposition le 10 MARS.
- Appel des Appels : réunion nationale le 31 janvier, demande du mandatement de l'AG pour y participer .
- AIN : Il n'y a pas d'opposition entre les grèves et les autres actions. Il nous faut occuper le terrain médiatique donc avoir une date commune.
- ISERE : Il ne faut pas commencer à culpabiliser, ne pas se couper de tous les autres qui n'acceptent pas les réformes mais qui ne sont pas dans la grève reconductible. Les actions ne doivent pas s'opposer.
- RHONE- Il y a grève et grève, par exemple, 6 semaines de grève sans grève du BAC n'ont rien apporté. Ce n'est pas la grève mais le type de grève qui est en cause. Il nous faut multiplier les formes de grève : grève des notes, grève d'un service, grève d'une chose ou d'une autre.
- Penser à une grève en amont, la préparer, l'annoncer bien avant : si nous n'arrivons pas à négocier, nous ferons grève tel jour.

- PARENTS D'ELEVES -Penser aux actions des parents , elles mettent la pression sur les IA, comme vendredi, à Vaulx-en-Velin, le blocage simultané des écoles pendant environ 1 heure. Les parents d'élèves proposent que cette action soit reprise nationalement.avec une date coordonnée.
- VAULX -Il ne faut pas tout centraliser, laisser un petit coin décentralisé, ne pas tout contrôler. Un mouvement de fond se met en place, il prépare quelque chose de puissant, qui peut faire comprendre, construire une grève. Mais où en sommes-nous aujourd'hui ? Pour le 29 , le collectif doit se retrouver, être visible dans la manif.
- PARIS - On ne sait pas nationalement où on en est. Mais on peut proposer une grève reconductible chaque jeudi, jusqu'à ce que le gouvernement négocie. On peut aussi occuper les inspections chaque jour.
- LOIRE - On peut parler de différents modes de grève, mais dans le 1^{er} degré , c'est une journée de salaire. Le 29 il y a la manif mais on peut faire d'autres choses pour marquer cette journée (opération escargot...)
- ISERE - Il y a un problème d'information , il faut faire des actions autour de cette journée (convois funéraires, occupation d'IEN. ,,)
- HERAULT -Il nous faut un appel clair, un appel à un mouvement revendicatif d'ampleur qui cessera avec des négociations et la satisfaction sur les revendications. Mouvement revendicatif avec grèves et autres actions.
- Journée d'action le 10 MARS sur les écoles, sur les quartiers et appel à refuser les mesures DARCOS.
- HAUT-RHIN : Interpellation des élus en joignant le texte d'accueil de l'adjoint à l'éducation de Villeurbanne . Faire passer une motion lors des conseils municipaux et la faire remonter aux préfets.
- BOUCHES-DU-RHONE - L'important est de se coordonner dans chaque département, demander aux coordinations départementales de participer à une coordination nationale et envisager toutes les formes d'actions qui mettront un terme aux réformes DARCOS.
- RHONE -Le 29 ,ce sont les usagers du service public qui seront en grève.
- FCPE Villeurbanne - Dans l'enseignement sup, il y a blocage des notes, des maquettes. Depuis 2 mois nous faisons des actions, dans le Rhône, ailleurs, ça ne se sait pas . Donc il nous faut faire des actions communes et visibles nationalement.
- RHONE - La grève du 29 est une grève interprofessionnelle, les parents qui ont d'autres professions pourront être avec nous (ce sont d'autres salariés).
- Il nous faut élargir nos collectifs, ils doivent prendre des connexions interpro.
- LOIRE -Les organisations syndicales n'appelleront pas à une grève chaque jeudi. En cas d'appel à la grève, informer les parents et appeler l'IA pour demander un remplaçant.

Les votes : 68 votants

- 1) Appel à un mouvement revendicatif d'ampleur passant par grève , blocages, désobéissance jusqu'à l'arrêt des réformes DARCOS .
65 POUR ; 3 Ne Participent Pas au Vote
- 2) Poursuivre la mobilisation, envisager les suites .
64 POUR ; 3 NPPV ; 1 ABSTENTION
- 3) Appel des appels du 31 / 01 PARIS .
Participation, envoi de représentants .

66 POUR ; 1 NPPV ; 1 ABSTENTION

4) Journée Nationale de l'EDUCATION (nuit des écoles, des collèges, des lycées, des universités, occupations , blocages, et autres) le 10/03.

66 POUR ; 2 ABSTENTIONS

5) Interpellation des élus .

Adopté

6) Appel à se coordonner à l'échelle locale, à l'échelle nationale .

68 POUR

7) Représentants pour l'appel des Appels : Samia (1^{er} dg Paris), J.Marc (1^{er} dg Paris), J.B. (1^{er} dg Vaulx), Mathias (2^e dg Vaulx). Caroline RASED Vienne s'est proposée mais n'est pas sûre.

Adopté.

Demande de travailler sur le long terme avec l'Appel des Appels.

La caisse de solidarité circule pour financer le déplacement.

REPRESSION

34 – Levée des sanctions. Nous appelons au retrait de toutes les sanctions passées et à venir . Parler des lycéens et de la présence policière dans les établissements scolaires au sens large.

38 – Suppression de l'amendement LAMASSOURE (retrait de 1/30^e de salaire pour service non fait même s'il s'agit d'une heure) . Interpeler les organisations syndicales pour qu'ils ne négocient pas sans levée des sanctions.

69- Les propositions votées apparaissent sur la plate-forme.

42- La levée des sanctions est le préalable aux discussions et à la négociation.

34- Mettre un paragraphe répression à la fin de l'appel.

45- Recensement des sanctions réellement infligées dans les écoles mais aussi dans les lycées.

75- La levée des sanctions est un préalable à toute discussion, quelque chose de non négociable.

69-Demande d'états généraux de l'éducation : avec l'Etat, les acteurs et les usagers.

68-On n'est pas un syndicat, la levée des sanctions doit être entendue par les syndicats .

En synthèse , nous refusons la répression, nous condamnons la présence policière dans les établissements, nous demandons la levée des sanctions. Nous dénonçons toutes les procédures de surveillance et de fichage du personnel.

PROCHAINE AG .

Une prochaine AG doit être appelée rapidement, avant les vacances. Faire circuler l'info le plus largement possible (Résistance pédagogique, Café Pédagogique....)

Lieu : PARIS le 7 Février . Les représentants de Paris doivent donner leur décision avant mardi prochain.

Replis : Vaulx en Velin .

PLATE FORME :

Le texte d'appel sera envoyé sur la liste des adresses collectées aujourd'hui. Denis se charge de l'inscription de tous sur AGNAT, et fait proposition de l'adresse NETVIBES.

Il propose, si les finances (caisse de solidarité) le permettent d'ouvrir un nom de domaine <http://www.agnationale.org/>

L'appel a été voté à l'unanimité.

Comptabilité collecte du 24.01.09 :

Collecte lors de l'AG NATIONALE à Villeurbanne le 24.01.09		+ 266.05 €
Achat nom de domaine pour le site des collectifs	- 15 €	251,05 €
Affiches, autocollants, badges...	- 20 €	231,05 €
Café, thé, biscuits...	- 64,49 €	166,56 €
Solde (frais des mandats à l'Appel des appels + organisation AG NATIONALE du 7 février).		166,56 €

Discours de l'adjoint à l'éducation du maire de Villeurbanne.

Bonjour,

Je m'appelle Samba Gueye, je suis l'adjoint à l'éducation du maire de Villeurbanne.

Je suis heureux de vous accueillir dans les locaux que la ville a loués à l'INSA de Lyon afin de les mettre à votre disposition pour cette journée. Depuis les premières actions des parents d'élèves et des enseignants contre certaines mesures mises en œuvre sans concertation par le ministre de l'éducation, nous sommes avec vous, le maire et la municipalité de Villeurbanne, car nous avons le sentiment qu'il se passe quelque chose de très grave.

Nous avons le sentiment que l'ensemble de notre système scolaire, de l'université à l'école maternelle, est remis en cause sans discussion, sans analyse, et dans le seul but de faire des économies sur le dos de toute une génération d'élèves et d'étudiants. C'est tragique.

Je ne reviendrai pas sur l'ensemble de ces mesures que vous connaissez bien mieux que moi pour en être les premières victimes, mais je voudrai dire que, nous aussi, les élus locaux, nous sommes concernés par ces projets de réforme et que pas un seul d'entre nous n'a été directement associé à la discussion.

Que ce soit le service minimum d'accueil voté au parlement un 20 août, la suppression progressive du RASED qui concerne plus d'1% des élèves de Villeurbanne, la création des EPEP à travers une proposition de loi déposée en catimini par 3 députés et qui révolutionne le statut juridique des écoles au profit discutable des communes et au détriment des enseignants et des parents, et que ce soit enfin et surtout la mise en place des jardins d'éveil destinés à remplacer la maternelle gratuite par une garderie à la charge des parents, des communes et des CAF, les collectivités locales sont une fois encore mise à contributions autoritairement sans discussion et souvent sans aucune contrepartie.

La constante dans chacune de ces propositions c'est que tous : enfants,

parents, enseignants, élus locaux, tous nous perdons, seul l'Etat gagne. Je terminerai en vous rappelant que depuis longtemps, un siècle maintenant, Villeurbanne s'est spécialisé dans l'accueil et l'éducation des déficients visuels et que cela a marqué notre ville. Plus qu'ailleurs nous avons des équipements destinés à faciliter la vie des mal voyants : feux sonores, trottoirs podotactiles. Nous avons également un EREA pour déficients visuels, un des 3 en France, qui héberge une école primaire. Et bien l'année prochaine, par simple décision du ministère, l'école primaire sera supprimée au désespoir des parents et surtout des 30 enfants concernés.

Bien sur ils peuvent aller dans des classes adaptées et chacun peut trouver que c'est bien d'être immergé dans un milieu ordinaire.

Mais vous imaginez ce qu'est une école sans équipements spéciaux pour un enfant de 6 ans non voyant, seul au milieu de ces camarades non handicapés ?

Nous aussi nous l'imaginons et c'est aussi pourquoi nous nous battons à vos côtés.

Bonne assemblée générale et bon travail.